

Israël-Palestine : agir pour empêcher une nouvelle annexion

22 juin 2020



A partir du 1^{er} juillet, le gouvernement israélien veut procéder à l'annexion d'une nouvelle partie de la Cisjordanie. Une décision unilatérale illégale au regard du droit international, face à laquelle la France et l'Union européenne doivent agir. Nous, ONG de défense des droits de l'homme, de solidarité internationale, d'éducation populaire et organisations syndicales, exigeons de la part de nos représentants un courage politique et des mesures restrictives à la hauteur de la gravité de cette menace.

Argument de campagne de Benyamin Nétanyahou depuis plusieurs années, l'annexion formelle et

unilatérale d'une grande partie de la Cisjordanie occupée semble à présent imminente. Cette violation flagrante du droit international sonne le glas de la solution à deux Etats et enterre le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, sous les yeux passifs de la communauté internationale. En plus d'aggraver la situation des droits humains de centaines de milliers de personnes, l'annexion israélienne représente un dangereux précédent pour les relations internationales, et ce dans le voisinage européen direct.

La France, l'UE, et d'autres pays membres se sont pour le moment contentés d'avertissements auprès des autorités israéliennes, mais sans résultats. Le Premier ministre israélien, secondé par son nouvel allié Benny Gantz et conforté par le « Plan Trump », est déterminé à assumer jusqu'au bout son projet du « Grand Israël ». En 2018 déjà, la « loi sur l'Etat-nation juif » avait institutionnalisé le statut discriminatoire des Palestiniens et considéré « le développement de colonies juives comme une valeur nationale », avec la volonté d'agir « pour encourager et promouvoir leur création et leur renforcement », préparant ainsi l'annexion.

[Lire la suite de la tribune sur Libération.fr](#)

Les signataires

Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine (AURDIP)
Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Association « Pour Jérusalem »
Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF)
Avaaz
CCFD-Terre Solidaire
CFDT-Confédération française démocratique du travail
CGT-Confédération Générale du Travail
Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine
Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO)
CRID-Centre de Recherche et d'Information pour le Développement
Enfance Réseau Monde / Services (ERM-S)
Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)
FIDH-Fédération Internationale des droits de l'Homme, dont ses membres Al Haq, Al Mezan Centre for Human Rights, Cairo Institute for Human Rights Studies, Palestinian Centre for Human Rights
FSU - Fédération syndicale unitaire
Génération Solidaires
Groupe d'Amitié Islamo Chrétienne (GAIC)
La Cimade
Ligue de l'Enseignement
Ligue des droits de l'Homme
Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
Mouvement de la Paix
Mouvement International de la Réconciliation - France
Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)
One Justice
Pax Christi France
Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
Première Urgence Internationale
REF - Réseau Euromed France
Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF)

ritimo
Solidarité Laïque
Union des Tunisiens pour l'Action Citoyenne (UTAC)
Union Juive Française pour la Paix (UJFP)
Union syndicale Solidaires
Zembra Echo

Visuel : Vallée du Jourdain_Crédit Delphine Dumas

- Emplacement : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Israel-Palestine-agir-pour-empecher-une-nouvelle-annexion>